

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

par

EDOUARD CLUNET

ANDRE - PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Dijon
Chargé de Cours à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
R. DROUILLAN, Président du Tribunal de grande instance de la Seine.
J. HAMME, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
G. HOLLEAUX, Conseiller à la Cour de Cassation.
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
P. LOUIS-LUCAS, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Doyen honoraire.
M. MARTEN, Maître des Requêtes au Conseil d'État.
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
J. MIRUZA, Président honoraire à la Cour de Cassation.
M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
P. ROUBIER, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lyon, Correspondant de l'Institut.
G. SCHELL, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire de la Rédaction :

Paule CHARDENON

Docteur en Droit

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

ÉDITIONS TECHNIQUES S. A.

Distributeur général

131, Boulevard St-Germain

P A R I S (VI^e)

conversion (1137); loi du contrat, transport de marchandises par mer (1143); validité selon la loi du contrat et la *lex loci executionis*, illicéité selon une loi tierce (1141). — Convention de Genève du 26 septembre 1927 (V. Arbitrage). — Dommages-intérêts, contrat, rupture, dommages indirects, évaluation, loi applicable (1151). — Impôts et contributions, législation fiscale étrangère, évasion, titre de propriété, simulation (1135); législation fiscale étrangère, reconnaissance, liquidation volontaire du débiteur, recevabilité de la demande (1133). — Régime matrimonial, loi applicable, loi du domicile du mari à l'époque du mariage, loi du domicile envisagé (1153). — Société, résidence, impôt sur le revenu (1159); société étrangère, fusion, responsabilité des dettes, loi de la société, effets (1163); (1165); société étrangère, liquidation (1171). — Successions, loi étrangère, propriété en Angleterre, succession vacante, droit de l'Etat étranger, qualification (1157). — Testament, forme, immeubles, loi du lieu de situation (1159).

Chronique de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, par R. PINTO 1178

Arbitrage international, sentence internationale, désignation et acceptation de l'arbitre, reconnaissance de la validité, contestation, exécution de la sentence (1190). — Compétence, date critique, date de naissance du différend (1182); exception de compétence nationale (1182); questions politiques (non) (1186); titre établi, autre titre discuté, examen inutile (1194). — Conclusions, réponse aux seules conclusions formellement exprimées (1182). — Coutume, — locale, formation possible entre deux Etats (1182); — particulière (1182). — Désignation d'un juge *ad hoc*, cause commune (1180). — Désistement (1180). — Jurisdiction obligatoire, acceptation, erreur, forme de l'acceptation (1194). — Navire, notion de lien substantiel (1186). — Précédent, chose jugée, effet relatif (1194). — Territoire, libre passage (1182). — Traités internationaux, conditions de validité formelle (1182); interprétation, pratique internationale et usages maritimes (1186); interprétation, texte clair (1186).

Documents

FRANCE-RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE :

Accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'indemnisation des ressortissants français ayant été l'objet de mesures de persécution national-socialistes, signé à Bonn le 15 juillet 1960 (D. n. 61-945, 24 août 1961 : *J. O.* 26 août 1961) 1200

RELATIONS DE LA FRANCE ET DES ETATS ACCÉDANT A L'INDÉPENDANCE :

Traités et accords conclus entre la France et le Cameroun, signés à Yaoundé le 13 novembre 1961 (D. n. 61-877, 31 juillet 1961 : *J. O.* 9 août 1961) :

Traité de coopération 1202

Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière. 1204

Convention judiciaire 1216

Echange de lettres entre la République française et la République du Sénégal, signé à Dakar et Paris les 16 et 19 septembre 1960 (D. n. 61-536, 17 mai 1961 : *J. O.* 2 juin 1961) 1234

Informations 1236

Tables générales 1961

I. — Doctrine 1240

II. — Jurisprudence :

A. — Table des bulletins et chroniques 1242

B. — Table chronologique 1242

C. — Table des noms des parties 1247

D. — Table analytique 1258

III. — Documents :

A. — Table chronologique 1290

B. — Table analytique 1292

IV. — Bibliographie 1296

SOMMAIRE

1961 (88^e année). — 4^e livraison. — Octobre, Novembre, Décembre.

Doctrine

- Réforme constitutionnelle dans la Communauté des Etats, par Hilding EEK. 955
 Problèmes de droit international public relatifs à la juridiction de l'Etat d'Israël, par Theodor MERON 987

Jurisprudence

- Bulletin de jurisprudence française par B. GOLDMAN, A. FRANÇON et J. B. SIALELLI 1064
 Conflits de juridictions, exception d'incompétence, indication de la juridiction compétente, désignation par la Cour (non) (1080). — Marques de fabrique (V. Propriété industrielle). — Nationalisation, en Pologne des entreprises appartenant à des sociétés sous contrôle français, effets, survie des sociétés pour les besoins de la liquidation, compétence judiciaire (1064). — Propriété industrielle, marque allemande séquestrée en France, confiscation par l'U.R.S.S. des biens du propriétaire en zone orientale d'Allemagne, absence d'effet sur la marque en France (1072). — Séquestre (V. Propriété industrielle). — Traités internationaux, interprétation, incompétence des juridictions administratives (1064).
- Chronique de jurisprudence française, par B. GOLDMAN et J. B. SIALELLI .. 1092
 Arbitrage, sentence arbitrale étrangère, ordonnance d'exequatur, voies de recours (1128). — Caution *judicatum solvi*, exception d'incompétence, ordre des exceptions (1106). — Conflits de juridictions, litiges entre Français et étrangers, C. civ., art. 14 et 15, compétence territoriale (1112); litiges entre Français et étrangers, C. civ., art. 15, assurance, compétence, tribunal du domicile de l'assuré (non) (1110); litiges entre Français et étrangers, C. civ., art. 15, renonciation prétendue, appréciation (1108); (1120). — Convention de Varsovie (V. Transports aériens). — Convention franco-britannique du 18 janvier 1934, jugement anglais, exequatur, intérêts (1126); jugement anglais, sursis à exequatur (non), limitation des dépens (1120). — Coopération judiciaire internationale, transmission des actes, signification au parquet, remise à l'étranger, effets (1006). — Divorce, femme française, mari étranger, absence de domicile effectif commun, habitation séparée de la femme en France, loi française (1096). — Etrangers (Condition des), baux à loyer, droit de reprise, Américains (oui) (1094). — Jugements étrangers, exequatur, défaut de motifs, contrôle impossible, refus (1120); exequatur, délais de paiement (1118); exequatur, diffamation, prescription, ordre public (non) (1126); exequatur, pouvoir de revision, ordre public, procédure à l'étranger, signification, curateur *ad hoc* (1116). — Mariage, Français à l'étranger, C. civ., art. 170, défaut de publicité en France, nullité (non) (1094). — Nationalité, acquisition par déclaration, opposition du Gouvernement, contrôle du Conseil d'Etat (1092). — Régime matrimonial, loi applicable, 1^o époux de même nationalité mariés dans leur pays; 2^o époux de nationalité différente, volonté, domicile matrimonial (1096). — Transports aériens, caractère international, Convention de Varsovie, application (1104).
- Bulletin de jurisprudence britannique, par K. LIPSTEIN 1133
 Arbitrage, sentence arbitrale étrangère, exequatur, conditions, décision définitive, Convention du 26 septembre 1927 (1177). — Biens ennemis, séquestre, police d'assurance, demande d'indemnité, loi du lieu de situation, caractère confiscatoire (1137). — Conflits de juridictions, compétence, assignation à l'étranger, lieu de conclusion du contrat (1173); compétence pour suspendre des actions, accord conférant compétence à un tribunal étranger, pouvoir discrétionnaire (1175); compétence pour suspendre des actions, litispendance, actions *in rem*, pouvoir discrétionnaire (1175). — Contrat, dette, exécution, monnaie de compte, monnaie de paiement, loi du contrat (1149); loi du contrat, décharge, moratoire étranger (1145); loi du contrat, novation, décharge, dette, taux de